

L'incertitude politique maintient l'économie française en sous-régime, selon la Banque de France

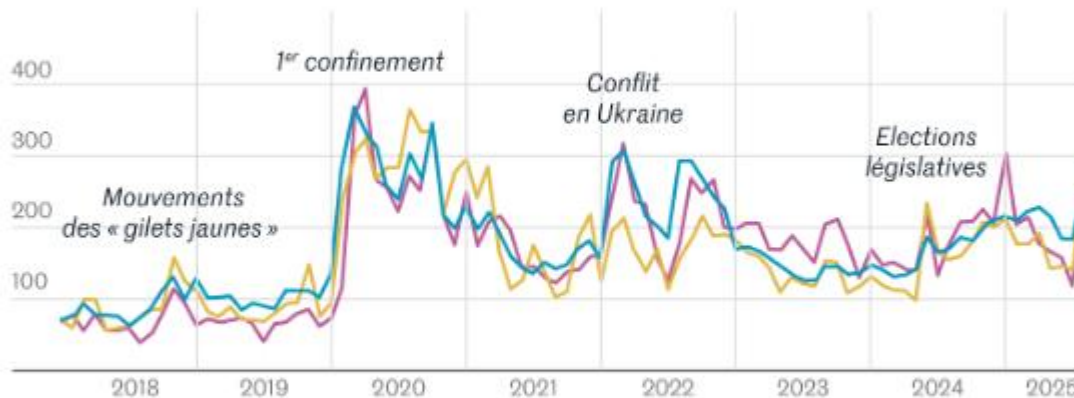
di Béatrice Madeline

L'économie française aurait pu progresser de 1 % en 2026, un chiffre qui correspond à sa croissance potentielle, compte tenu de ses capacités de production actuelles. Mais elle fera sans doute moins bien, aux alentours de 0,9 %. Dans ses projections macroéconomiques publiées lundi 15 septembre, la Banque de France explique avoir ajusté à la baisse sa prévision de 0,1 point, en raison notamment du « *redémarrage de l'incertitude* » politique et budgétaire, à la suite de [la démission du premier ministre François Bayrou, le 9 septembre](#).

L'économie pâtit des crises politiques à répétition que le pays connaît depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, le 9 juin 2024, qui « *a mis le pays dans un état d'incertitude constante* », comme l'a déploré Daniel Baal, président du Crédit mutuel Alliance fédérale et de la Fédération bancaire française, lors de l'émission « On n'arrête pas l'éco », sur France Inter, samedi 13 septembre.

Indicateur d'incertitude dans les commentaires de l'enquête mensuelle de conjoncture, en base 100*

● Industrie ● Services marchands ● Bâtiment



* La valeur 100 correspond à une situation normale. Plus l'indice est haut, plus l'incertitude des entreprises est importante.

Source : Banque de France
Infographie Le Monde

La décision d'Emmanuel Macron, qu'il qualifie de « *faute originelle* », a aujourd'hui des conséquences multiples. L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) confirmait d'ailleurs, jeudi 11 septembre, que l'économie française était « *descendue d'une marche* » à ce moment-là, marche qu'elle n'avait pas encore réussi à remonter.

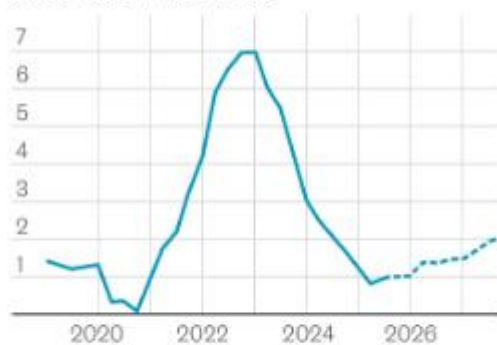
Des « fondamentaux » relativement solides

Inquiets, les Français épargnent toujours plus, au détriment de la consommation qui pourtant fait tourner la moitié de l'économie française. Les chefs d'entreprise y regardent à deux fois avant d'investir, hésitent à embaucher, craignant eux aussi de faire les frais de la consolidation budgétaire du pays. « *Les chefs d'entreprise et les ménages avancent le frein à main à moitié desserré* », souligne Philippe Mutricy, directeur des études de Bpifrance, qui publie, lundi 15 septembre, son baromètre trimestriel sur le moral des patrons de PME et TPE, réalisé avec Rexecode.

La France paie aussi le prix de ces soubresauts politiques sur les marchés. Pour expliquer [la dégradation de la note souveraine de la France](#), l'agence américaine Fitch invoquait, vendredi 12 septembre, « *l'instabilité politique persistante* ». « *L'agence n'a même pas attendu la présentation des plans budgétaires du nouveau premier ministre, observe Gilles Moëc, chef économiste du groupe Axa. C'est l'instabilité*

politique elle-même qui a fait pencher la balance. » Et non pas les « fondamentaux » de l'économie, qui restent relativement solides.

Evolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé, en pourcentage (glissement annuel de séries trimestrielles)



Source : Banque de France
Infographie Le Monde

Le chômage reste quasiment stable malgré les craintes du début d'année, l'inflation devrait se limiter à 1 % environ sur l'année. Mais un environnement stable aurait permis d'afficher de meilleures performances. « *La France évolue à rebours de la timide embellie européenne* », observe l'Insee, qui table sur une croissance de la zone euro de 1,4 % cette année. « *Un débloccage des comportements de dépenses est possible si la confiance se réinstalle* », ajoutaient les conjoncturistes nationaux.

« Ras-le-bol des chefs d'entreprise »

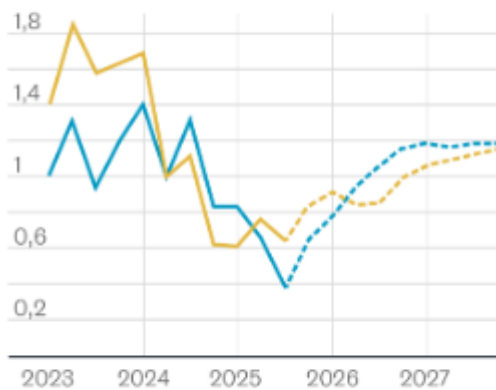
On en est loin. Dans ses projections macroéconomiques, la Banque de France a intégré un graphique qui montre l'évolution de l'indicateur d'incertitude depuis janvier 2018. S'il reste inférieur aux niveaux atteints durant la pandémie due au Covid-19 ou lors de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, il est particulièrement élevé aujourd'hui.

En juillet 2025, l'annonce du programme d'ajustement de François Bayrou, qui prévoit un coup de frein de 44 milliards d'euros sur les dépenses budgétaires, a fait monter encore d'une marche l'indicateur. Il est alors supérieur au niveau atteint au moment de la dissolution, qui a produit un effet de sidération que l'on espérait de courte durée. « *On peut voir dans ce pic de l'été 2025 un ras-le-bol des chefs*

d'entreprise, qui n'en peuvent plus de l'instabilité et qui craignent de plus que l'ajustement budgétaire ne se fasse à leurs dépens », commente Anthony Morlet-Lavidalie, économiste chez Rexecode.

Croissance du PIB réel, en pourcentage
(glissement annuel de séries trimestrielles)

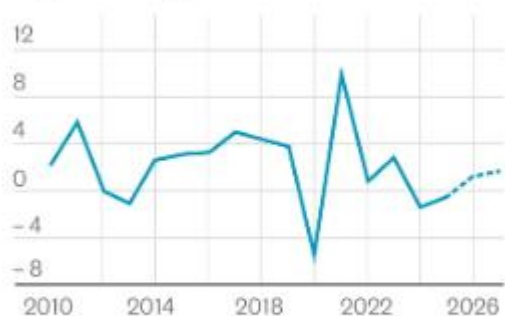
● projection de septembre 2025 ● projection de juin 2025



Source : Banque de France
Infographie Le Monde

Le baromètre Rexecode-Bpifrance démontre clairement l'impact sur le moral des dirigeants d'entreprise de la décision de M. Bayrou de solliciter un vote de confiance auprès des députés. Compte tenu du calendrier de l'enquête, 700 patrons ont répondu avant le 25 août, date de l'annonce, et 500 après. Parmi les répondants de la première vague, un sur deux disait craindre un impact négatif de l'incertitude sur son activité. Après le 25 août, cette proportion grimpe en flèche pour atteindre 67 %. « C'est d'autant plus regrettable que l'on voyait un début d'amélioration, notamment un frémissement de la demande et des projets d'investissements », précise M. Mutricy.

Croissance annuelle des investissements des entreprises, en pourcentage



Source : Banque de France
Infographie Le Monde

Face à cette poussée d'inquiétude, les chefs d'entreprise interrogés ont revu à la baisse leurs ambitions : après le 25 août, 76 % des patrons disent prévoir de reporter ou d'annuler certains projets d'investissement, contre 60 % de ceux qui ont répondu avant cette date. Un niveau d'indécision inédit depuis la création de ce baromètre. Les recrutements pâtissent eux aussi de cette nouvelle inconnue politique. Avant l'annonce de M. Bayrou, 47 % des patrons pensaient revoir leurs embauches à la baisse. Après, cette proportion grimpe à 57 %. « *On pouvait espérer un rebond dans les prochains mois, conclut M. Morlet-Lavidalie. Mais ce regain d'incertitude laisse craindre une reprise largement compromise ou, à tout le moins, bien moins dynamique qu'attendu.* »